

Unité Départementale Aube – Haute-Marne

TROYES, le 9 septembre 2024

Nos réf. : SAU/EC/MT n° 24-454

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAIPOL

« Les Essarts » - 10400 LE MÉRIOT

Code AIOT : 0005702999

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 1^{er} juillet 2024 dans l'établissement SAIPOL implanté « Les Essarts » 10400 LE MÉRIOT. L'inspection a été annoncée le 29 mai 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre de la campagne de recherche de substances PFAS dans les rejets aqueux, un état des lieux a été réalisé pour la première campagne (novembre à janvier 2024). Cet état des lieux montre la présence de substances PFAS et d'AOF au sein de certaines installations. Par ailleurs cette visite a également eu lieu dans le cadre de l'action régionale relative au plan d'opération interne (POI). Enfin, l'étude de dangers a été transmise en mai 2024, cette visite visait à connaître davantage le site pour faciliter l'instruction en cours.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAIPOL
- « Les Essarts » 10400 LE MÉRIOT
- Code AIOT : 0005702999
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

SAIPOL à LE MÉRIOT est une filiale de la société SAIPOL qui appartient au groupe français AVRIL. Les principales activités de la filiale du Mériot sont la trituration de graines d'oléagineux (3,6 millions de tonnes de graines triturées), le semi-raffinage d'huiles végétales et l'estérification ; à savoir la production d'EMHV (d'ester méthylique destiné à la fabrication de biodiesel). Le site est SEVESO seuil bas.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024 – POI
- Action nationale 2024 – PFAS
- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾
1	Situation administrative du site	AP Complémentaire du 13/03/2023, article 1	Prescriptions complémentaires
3	Consistance de l'Unité de préparation et de trituration de graines	AP Complémentaire du 12/03/2009, article 1.2.3 (partiel)	Prescriptions complémentaires
12	Consistance de l'Unité de production de diester	AP Complémentaire du 12/03/2009, article 1.2.3 (partiel)	Prescriptions complémentaires
13	Consistance des autres installations présentes à l'Ouest du site	AP Complémentaire du 12/03/2009, article 1.2.3 (partiel)	Prescriptions complémentaires
14	Consistance des installations présentes à l'Est du site	AP Complémentaire du 12/03/2009, article 1.2.3 (partiel)	Prescriptions complémentaires
5	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective
6	Fiche d'information du public	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe IV	Demande d'action corrective
8	Contenu du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V	Demande d'action corrective
9	Exercice POI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69 alinéas 3 et 4	Demande d'action corrective
15	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande d'action corrective
19	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Statut Seveso	AP Complémentaire du 13/03/2023, article 1
11	Consistance de l'unité d'extraction d'huile à l'hexane	AP Complémentaire du 12/03/2009, article 1.2.3 (partiel)
4	Modalités de stockage et de dépotage du CHIMEC 6830	AP Complémentaire du 13/03/2023, article 6
7	Existence d'un POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – alinéa 4
10	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58
16	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
17	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
18	Exigences pour les prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
20	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection n'a pas mis en évidence d'écarts pouvant impacter la sécurité du site. Elle a été l'occasion d'échanges constructifs sur l'opérationnalité des dispositions mises en place et des informations disponibles en cas d'accident. Des actions correctives sont cependant attendues.

Par ailleurs, la vérification de la situation administrative du site et de la consistance des installations a été l'occasion d'échanger sur les modifications apportées ces dernières années, la grande majorité ayant été portée à la connaissance du préfet, et sur la nécessité d'actualiser les prescriptions applicables au site dans un prochain arrêté préfectoral. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire sera proposé à l'issue de l'instruction de l'étude de dangers et de l'instruction du porter-à-connaissance visant la modification de l'encadrement des rejets aqueux, qui feront l'objet d'un rapport dédié.

Enfin les analyses des rejets aqueux ont montré la présence de PFAS et d'AOF dont il convient d'identifier la source. Il est noté que le flux journalier reste inférieur à 1 g/j pour les PFAS et inférieur à 10 g/j pour les AOF.

2-4) Fiches de constats

Partie I : Situation administrative et consistance des installations

N° 1 : Situation administrative du site

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/03/2023, article 1			
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature ICPE			
Prescription contrôlée : Les prescriptions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° BENV2017136-004 du 16 mai 2017 concernant la rubrique 4511-2 autorisant la société SAIPOL à exploiter sur le territoire de la commune de LE MÉRIOT des installations de stockage de produits, sont abrogées et remplacées par les prescriptions suivantes :			
Rubrique	Activité	Observations	Régime
47XX	Quantité détenue au titre d'une rubrique 47XX > seuil autorisation	En application de l'article R. 511-10 du code de l'environnement est classé seuil bas par dépassement direct du seuil de 500 tonnes	A
4510-2	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t		DC
4511-1	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 200 t Quantité seuil bas au sens de l'article R 511-10 : 200 t Quantité seuil haut au sens de l'article R 511-10 : 500 t	237,60 t d'hexane 13,80 t de Chimec 6830 soit 251,40 t Soumis à SEVESO Seuil bas	A
1434-2	Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C (1), fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435). Installations de chargement ou de déchargement desservant un stockage de ces liquides soumis à autorisation.	1 poste de déchargement camions	A
1XXX	Données confidentielles La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 t		NC
2160-1-a	Silos et installations de stockage, en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique 1532. le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m ³	Silos de stockage de céréales et de tourteaux : graines : 6*10.000 m ³ tourteaux : 50.000 m ³ boisseaux : 5*100 m ³ <u>Capacité totale : 110 500 m³</u>	A

2240	Extraction ou traitement des huiles et corps gras d'origine animale ou végétale Installations de production industrielle réalisant l'extraction à l'aide de solvants inflammables	Extraction par solvant d'huile végétale : 1600 t/j neutralisation, semi raffinage d'huile végétale : 1 500 t/j Unité de production de EMAG (Ester Méthylique d'Acides Gras) : 900 t/j	A
2260-1	Broyage, concassage, criblage... des substances végétales et tous produits organiques naturels. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 500 kW.	Broyage, décorticage, trituration de céréales : 6 000 kW	E
2921-1-a	Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW	La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure d'une puissance totale de 18 641 kW	E
3110	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW.	chaufferie générale BP : 3 * 20 MW soit 60 MW 2 groupes électrogènes : 3,5 et 0,04 MW puissance totale : 63,54 MW	A GF
3642.2	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : 1.Uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production supérieure à 300 tonnes de produits finis par jour ou 660 tonnes par jour lorsque l'installation fonctionne pendant une durée maximale de 90 jours consécutifs en un an	Production d'huile alimentaire de tourteaux et de lécithine à partir de graines oléagineuses : 3300 tonnes par jour dont 1450 t d'huile végétale/j, 18 t/j de lécithine et 1650 t de tourteaux/	A
4330-2	Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60 °C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t.		DC
4734-2-c	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution, quantité supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total.		NC

A : Autorisation ; E : Enregistrement ; D : déclaration, DC : Déclaration avec Contrôle, NC : Non Classé

Constats :

L'arrêté préfectoral complémentaire ne contient pas suffisamment de données chiffrées permettant de vérifier les quantités autorisées pour chaque rubrique. Notamment, pour les rubriques 1xxx et 47xx, l'arrêté préfectoral complémentaire ne contient pas la partie confidentielle nécessaire.

Afin de vérifier la conformité, les données ont été reprises dans les actes et les porter-à-connaissance précédents. L'état des stocks a été présenté lors de la visite. Les cuves disposent de mesures de niveau, dont l'information est présente sur le synoptique en temps réel. Les tableaux de suivi de la production de la journée précédente (28 juin 2024) ont été présentés et commentés. Aucun écart n'a été relevé (cf. détails en partie confidentielle). Lors de la visite, pour la rubrique 4511, l'exploitant a indiqué que le produit CHIMEC 6830 a été remplacé par le produit CHIMEC 6635, non classé. Les FDS ont été présentées.

La rubrique 2160 n'a pas été actualisée suite à la parution du décret n°2012-1304 du 26 novembre 2012 introduisant la distinction entre les silos plats et les silos verticaux. Il y a donc lieu de distinguer les installations relevant des rubriques 2160-1 et 2160-2.

La rubrique 2240 doit être exclue suite à la parution du décret n°2017-1595 du 21 novembre 2017 puisque le site est par ailleurs classé au titre des rubriques IED 3642 pour la production d'huile neutralisée et 3410 pour la production d'ester et de glycérine. Cette dernière rubrique a été omise jusqu'à présent dans les arrêtés préfectoraux encadrant le site. En août 2012, l'exploitant avait pourtant transmis un porter-à-connaissance informant l'administration du changement du procédé d'extraction : d'un procédé physique vers un procédé chimique. La rubrique 3410 a été créée postérieurement à ce dépôt par le décret n°2013-375 du 2 mai 2013. L'exploitant a omis de réaliser une demande d'antériorité pour cette rubrique. Elle figure pourtant parmi les considérants de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 avril 2024. De même, la glycérine était jusqu'à présent considérée comme un sous-produit et ne figurait pas dans les arrêtés encadrant les installations, alors qu'elle doit figurer comme un produit de la réaction d'estérification au titre de la rubrique 3410.

La rubrique 1185 n'a pas été reprise suite au décret n°2018-900 du 22 octobre 2018 transférant l'emploi de gaz réfrigérants depuis la rubrique 4802, aujourd'hui supprimée, alors qu'elle était existante dans les arrêtés préfectoraux précédents. L'exploitant a omis de réaliser une demande d'antériorité pour cette rubrique.

Par conséquent, l'inspection des installations classées propose d'encadrer plus précisément les différentes rubriques par un nouvel arrêté préfectoral complémentaire, qui fera suite à l'instruction de l'étude de dangers en cours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/03/2023, article 1														
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature ICPE														
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement relève du statut SEVESO bas par dépassement direct pour les rubriques 47XX et 4511-1.</p> <p>L'exploitant s'assure et peut vérifier à tout moment que les sommes Sa, Sb et Sc définies à l'article R.511-11 du code de l'environnement calculées au regard des seuils haut sont inférieures à 1 et que ses installations ne répondent pas à la règle de cumul seuil haut.</p> <p>La liste des produits stockés sera conforme à celle définie dans l'étude de dangers. Tout changement de produit ou de mode de stockage devra être signalé et l'exploitant devra justifier que ces modifications sont compatibles avec les mesures de prévention et de protection existantes.</p>														
<p>Constats :</p> <p>Le positionnement Seveso 3 s'appuie sur les capacités de stockage maximales. Elles sont mises à jour chaque année et à chaque modification de nature de produit ou de contenant.</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>Seveso Seuil Haut (SSH)</th> <th>Seveso Seuil bas (SSB)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Somme des dangers pour la santé - Sa</td> <td>0,124</td> <td>1,242</td> </tr> <tr> <td>Somme des dangers physiques - Sb</td> <td>0,164</td> <td>1,465</td> </tr> <tr> <td>Somme des dangers pour l'environnement - Sc</td> <td>0,645</td> <td>1,529</td> </tr> </tbody> </table> <p>Les sommes relatives au seuil haut restent inférieures à 1. Le statut du site n'est pas remis en cause.</p>				Seveso Seuil Haut (SSH)	Seveso Seuil bas (SSB)	Somme des dangers pour la santé - Sa	0,124	1,242	Somme des dangers physiques - Sb	0,164	1,465	Somme des dangers pour l'environnement - Sc	0,645	1,529
	Seveso Seuil Haut (SSH)	Seveso Seuil bas (SSB)												
Somme des dangers pour la santé - Sa	0,124	1,242												
Somme des dangers physiques - Sb	0,164	1,465												
Somme des dangers pour l'environnement - Sc	0,645	1,529												
Type de suites proposées : Sans suite														

N° 3 : Consistance de l'Unité de préparation et de trituration de graines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/03/2009, article 1.2.3 (partiel)
Thème(s) : Situation administrative, Bâtiments autorisés
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :</p> <p>A l'Ouest de la route nationale 19 :</p> <p>Unité de préparation et de trituration de graines</p> <ul style="list-style-type: none">• un poste de déchargement des graines, par camion et par train,• 6 silos de stockage de graines de type cylindrique métallique vertical d'une capacité de 10 000 m³ chacun,• un bâtiment de préparation et de trituration des graines en vue de l'extraction d'huile comprenant un atelier de nettoyage, un atelier de broyage, de préchauffage et d'aplatissage, un atelier de conditionnement et de pressage, un atelier de granulation des écaillés et des tourteaux en retour de l'atelier d'extraction et un atelier de raffinage des huiles brutes par procédé physique,• un silo plat de stockage des tourteaux d'une capacité de 50 000 m³,• un poste de chargement gravitaire des tourteaux, par camion et par train, comprenant 5 boisseaux d'une capacité de 100 m³ chacun,• 1 réservoir aérien de stockage d'huile brute d'une capacité de 1 100 m³, [...]
<p>Constats :</p> <p>Seuls 4 silos, référencés n°24 sur le plan, sont présents sur les 6 prescrits initialement.</p> <p>Sur site, il y a 2 boisseaux de 200 m³ pour le chargement par train (n°28) et 2 boisseaux de 100 m³ pour le chargement par camion (n°26) ; ce qui diffère des 5 boisseaux de 100 m³ initialement prescrits. L'exploitant a déclaré que les 2 boisseaux train n'étaient pas utilisés. Il a été également constaté la présence d'une tour de manutention des graines et des tourteaux, communiquant avec la galerie inférieure des silos.</p> <p>Le bâtiment n°30 accueille les activités de préparation et de trituration des graines en vue de l'extraction d'huile par procédé chimique, et non par procédé physique comme indiqué. Or, en 2012, deux porter-à-connaissance avaient été déposés. Le premier visait des modifications sur l'unité d'estérification et le second concernait la modification du traitement des odeurs et le changement de procédé de raffinage. Une lettre préfectorale du 9 janvier 2013 demandait à l'exploitant de lui confirmer les éléments nécessaires à l'actualisation des rubriques ICPE par un nouvel arrêté préfectoral complémentaire. Or les arrêtés préfectoraux ultérieurs n'ont pas repris les modifications présentées dans ces deux porter-à-connaissance.</p> <p>L'inspection des installations classées propose d'intégrer ces modifications dans le prochain arrêté préfectoral, après instruction de l'étude de dangers.</p> <p>Les autres installations ont été vues.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

N° 11 : Consistance de l'unité d'extraction d'huile à l'hexane

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/03/2009, article 1.2.3 (partiel)
Thème(s) : Situation administrative, Bâtiments autorisés
Prescription contrôlée : L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante : A l'Ouest de la route nationale 19 : [...] Unité d'extraction d'huile à l'hexane <ul style="list-style-type: none">• un bâtiment comprenant un atelier d'extraction d'huile par percolation à l'hexane, de distillation sous-vide du miscella, de désolvantation des tourteaux,• 12 réservoirs enterrés d'hexane d'une capacité de 30 m³ chacun, [...]
Constats : La présence de ces installations a été constatée.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/03/2009, article 1.2.3 (partiel)
Thème(s) : Situation administrative, Bâtiments autorisés
Prescription contrôlée : L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante : A l'Ouest de la route nationale 19 : [...] Unité de production de diester <ul style="list-style-type: none">• 1 réservoir aérien de stockage d'huile neutre d'une capacité de 1 100 m³,• un bâtiment comprenant un atelier de production de diester par estérification d'huile végétale par du méthanol, un atelier de traitement de la phase ester méthylique et un atelier de traitement de la glycérine,• un bâtiment technique abritant des locaux électriques, des utilités et la pomperie incendie affectée à protection incendie de l'unité d'estérification,• 1 torchère,• 2 réservoirs aériens de stockage de méthanol d'une capacité de 230 m³ chacun,• 1 réservoir aérien de stockage de méthylate de sodium d'une capacité de 50 m³,• un poste de dépotage camion du méthanol ainsi que de l'hexane,• 3 réservoirs aériens de stockage de glycérine d'une capacité de 300 m³ chacun,• 2 réservoirs aériens de stockage d'huiles acides d'une capacité de 75 m³ chacun,
Constats : La présence de ces installations a été constatée. Le poste de dépotage camion n°52, dédié au dépotage du méthanol et de l'hexane, est également utilisé pour le méthylate de sodium. La zone n°15 accueille des cuves de produits chimiques. Le réservoir aérien d'acide chlorhydrique à 33 % et un réservoir aérien horizontal de BHT sont également présents, conformément au porter-à-connaissance de 2012 visant la modification du procédé d'estérification. L'inspection des installations classées propose d'actualiser cette prescription dans le prochain arrêté préfectoral complémentaire, après instruction de l'étude de dangers.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/03/2009, article 1.2.3 (partiel)
Thème(s) : Situation administrative, Bâtiments autorisés
<p>Prescription contrôlée : L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :</p> <p>A l'Ouest de la route nationale 19 : [...] Autres installations</p> <ul style="list-style-type: none"> • un bâtiment n° 31 abritant 3 chaudières basse pression d'une puissance de 20 MWh chacune fonctionnant au gaz naturel • un bâtiment technique n° 35 abritant : 3 compresseurs d'air , • une aire de stockage de produits chimiques comportant : <ul style="list-style-type: none"> - un réservoir aérien de stockage d'acide citrique d'une capacité de 50 m³ - un réservoir aérien de stockage d'acide chlorhydrique d'une capacité de 50 m³ - un réservoir aérien de stockage de soude d'une capacité de 40 m³, - 5 réservoirs aériens de stockage d'acides gras d'une capacité de 90 m³ pour trois d'entre eux et 59 m³ pour les deux autres , - et 1 silo vertical de stockage de gommes d'une capacité de 30 m³, • un poste de dépotage camion pour l'alimentation en acide citrique et en soude, • un bâtiment technique comprenant un atelier d'entretien et de maintenance, un magasin de pièces détachées et d'outils et un laboratoire d'analyse des matières premières, des produits intermédiaires et finaux, • un forage d'alimentation en eau industrielle et son système de traitement ainsi qu'un forage de secours, • un bâtiment technique comprenant : un réservoir aérien d'eau incendie d'une capacité de 3 500 m³, un groupe électrogène de secours électrique • une station de traitement des effluents, • une fosse de relevage des eaux pluviales, contiguë au bassin de confinement, en point bas de l'usine (capacité 500m³) • un bassin de confinement des eaux pluviales et d'éventuelles eaux d'extinction d'une capacité de 3 000 m³, • 3 tours aéroréfrigérantes avec circuit primaire ouvert d'une puissance thermique totale évacuée maximale de 30 MW • 3 réservoirs aériens tampons de stockage d'huile neutre, d'huile brute et de diester d'une capacité de 1 400 m³ chacun,
<p>Constats : Conformément aux éléments contenus dans le porter-à-connaissance transmis en 2020 relatif à la lécithine, l'aire de stockage de produits chimiques comporte dorénavant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un réservoir aérien de stockage d'acide phosphorique 75 % d'une capacité de 40 m³, • un réservoir aérien de stockage de soude d'une capacité de 40 m³, • et 5 réservoirs aériens de stockage d'acides gras d'une capacité de 60 m³ pour trois d'entre eux contenant de la lécithine et 85 m³ pour les deux autres contenant des pâtes de neutralisation. <p>Les autres installations ont été vues. L'inspection des installations classées propose d'actualiser cette prescription dans le prochain arrêté préfectoral.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

N° 14 : Consistance des installations présentes à l'Est du site

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/03/2009, article 1.2.3 (partiel)
Thème(s) : Situation administrative, Bâtiments autorisés
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :</p> <p>[...] A l'Est de la route nationale 19 :</p> <ul style="list-style-type: none">• Zone de stockage de produits<ul style="list-style-type: none">◦ 6 réservoirs aériens de stockage d'huile brute d'une capacité de 3 400 m³ chacun,◦ 4 réservoirs aériens de stockage d'huile neutre d'une capacité de 1 700 m³ chacun,◦ 3 réservoirs aériens de stockage de diester d'une capacité de 3 400 m³ chacun,◦ un poste de chargement-déchargement camion d'huiles et de diester,• Zone de chargement des péniches<ul style="list-style-type: none">◦ un réseau enterré reliant le stockage de produits liquides et le quai d'apponement sur la Seine,◦ un poste de chargement-déchargement des péniches,• Autres installations<ul style="list-style-type: none">◦ un poste de garde,◦ un local pour les chauffeurs et logistique,◦ un bâtiment administratif
<p>Constats :</p> <p>Dans la zone de stockage de produits, il y a :</p> <ul style="list-style-type: none">• 3 réservoirs aériens de stockage d'huile brute : 2 x n° 11 de 3 400 m³ et 1 x n° 12a de 1 700 m³, et non 6 de 3 400 m³ comme prescrit ;• 3 réservoirs aériens de stockage d'huile neutre d'une capacité de 1 700 m³ chacun (2 x n° 14 et 1 x n° 12b), et non 4 comme prescrit ;• 5 réservoirs aériens de stockage de diester d'une capacité de 3 400 m³ chacun (2 x n° 13, 2 x n° 14 et 1 x n° 13'), et non 3 comme prescrit ;• 1 réservoir de CHIMEC d'une capacité de 15 m³ (n° 14'), (prescrit dans l'APC du 13/03/2023 à l'article 2),• un poste de chargement-déchargement camion d'huiles et de diester comprend également le dépotage du CHIMEC (n°16), <p>On note également la présence de deux bascules pour contrôler le poids des camions (n° 6 et 7), et d'un poste de contrôle de la qualité des graines et son échantillothèque (n°5).</p> <p>Toutes les installations ont été vues, hormis le poste de chargement-déchargement des péniches.</p> <p>L'inspection des installations vérifiera dans l'étude de dangers que la modification de la nature des produits stockés dans les cuves est sans incidence.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

N° 4 : Modalités de stockage et de dépotage du CHIMEC 6830

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/03/2023, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Produits chimiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le produit CHIMEC 6830 est toxique pour les organismes aquatiques et est donc dépoté, stocké et injecté sur des zones équipées de rétention suffisantes.</p> <p>Le stockage est réalisé dans une cuve de 15 m³ soit une quantité maximale de 13,80 tonnes.</p> <p>Le produit est maintenu à une température de consigne de 35 °C avec une alarme à 30°C.</p> <p>Le nombre de dépotages annuel du CHIMEC 6830 est limité au maximum pour limiter les émissions de COV lors de cette manipulation.</p> <p>La cuve est équipée d'une sonde de niveau haut asservie à la fermeture d'une vanne pour maîtriser le risque de débordement. Un clapet antiretour ainsi qu'un capteur de pression sont présents au refoulement de la pompe de chargement.</p> <p>La cuve est calorifugée avec un toit pour limiter l'élévation de température due aux facteurs extérieurs.</p> <p>Une sonde de température avec alarme sur seuil à 50°C et des événements de respiration à l'atmosphère de la cuve sont installés.</p> <p>La mise à la terre de la cuve et de la citerne est réalisée.</p> <p>Le chargement/déchargement est limité à un seul camion lors de ces opérations et pour une durée limitée à une heure maximum.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, le site n'accueille aucun produit CHIMEC 6830. L'exploitant précise qu'il a remplacé récemment ce produit par un produit de la même marque, mais étant non classé (CHIMEC 6635).</p> <p>Par conséquent, cette prescription n'a pas été vérifiée. La présence du toit a tout de même été constatée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Partie II : Organisation lors d'une situation accidentelle

N° 5 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Risques accidentels, Risques majeurs
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
Constats : <p>Deux plans sont présentés et également présents dans le POI :</p> <ul style="list-style-type: none">➤ à l'annexe 9, le plan à l'entrée de l'établissement et présentant les grandes unités : ateliers, unités de stockage, utilités➤ à l'annexe 16, le plan présentant les différents produits chimiques stockés. <p>Les dangers n'y figurent pas. L'exploitant a ensuite présenté un troisième plan, prévu initialement à l'attention des pompiers, qui présente les risques d'explosion notamment et les moyens de secours du site. Il convient toutefois d'y faire figurer également le risque incendie.</p> <p>Les zones ATEX sont signalées par un affichage dédié.</p> <p>Les consignes ne sont pas présentes dans le plan de secours.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées le plan complété au regard du risque incendie, ainsi que les consignes des équipes et les consignes d'intervention.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe IV
Thème(s) : Risques accidentels, Risques majeurs
<p>Prescription contrôlée : ÉLÉMENTS D'INFORMATION À COMMUNIQUER AU PUBLIC PAR LE PRÉFET EN APPLICATION DE L'ARTICLE R. 515-89</p> <p>PARTIE 1 - Pour tous les établissements couverts par le champ du présent arrêté :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Le nom ou la dénomination sociale de l'exploitant et l'adresse complète de l'établissement concerné ; 2. La confirmation que l'établissement est soumis aux dispositions réglementaires mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement, qu'il a fait l'objet d'une autorisation conformément à l'article L. 511-2 du code de l'environnement et qu'il a présenté une étude de dangers prévue à l'article L. 181-25 du code de l'environnement ; 3. Une explication, donnée en termes simples, de la ou des activités de l'établissement ; 4. La dénomination commune ou la classe et catégorie de danger des substances dangereuses concernées se trouvant dans l'établissement qui pourraient donner lieu à un accident majeur, avec indication de leurs principales caractéristiques dangereuses dans des termes simples ; 5. Des informations générales sur la façon dont le public concerné sera averti, si nécessaire ; des informations adéquates sur le comportement approprié à adopter en cas d'accident majeur ou l'indication de l'endroit où ces informations peuvent être consultées électroniquement ; 6. La date de la dernière inspection et des informations sur l'endroit où il est possible d'obtenir, sur demande, des informations plus détaillées sur l'inspection et le plan d'inspection qui y est lié, sous réserve des dispositions des articles L. 124-4 et L. 515-35 du code de l'environnement ; 7. Les précisions relatives aux modalités d'obtention de toute autre information pertinente, sous réserve des dispositions des articles L. 124-4, L. 124-5 et L. 515-35 du code de l'environnement.
<p>Constats :</p> <p>Une fiche d'information a été transmise par l'exploitant par courriel du 5 juillet 2024. Elle ne répond pas aux attendus prescrits. Elle ne comporte pas notamment les comportements attendus de la part du public.</p> <p>Des annotations ont été réalisées par l'inspection des installations classées pour guider l'exploitant et transmises par courriel du 8 juillet 2024. Une réunion téléphonique a également eu lieu pour réexpliquer les attendus. L'exploitant a indiqué qu'un groupe de travail était mis en place au niveau du groupe pour rédiger un document présentant les comportements à adopter en cas d'accident majeur. Lors des échanges, l'inspection des installations classées a dû rappeler à plusieurs reprises que les informations contenues dans cette fiche étaient de la responsabilité de l'exploitant, celui-ci souhaitant que les comportements à adopter soient fixés par la préfecture.</p> <p>Aucun nouvel élément de réponse n'a été transmis depuis. S'il est entendable qu'une communication efficace soit travaillée au niveau du groupe, les différents comportements à expliciter reprennent toujours les mêmes grandes directives. Et ce, d'autant plus que ce site ne présente que peu d'effets sortants, impactant de courtes distances...</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Une fiche d'information du public est un document simple à élaborer. Le délai octroyé entre la visite et la rédaction de ce rapport est plus que suffisant. L'exploitant doit être en capacité d'apporter, sous 15 jours, une réponse claire et répondant aux dispositions fixées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 7 : Existence d'un POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – alinéa 4
Thème(s) : Risques accidentels, Risques majeurs
Prescription contrôlée : Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1 ^{er} janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.
Constats : La version à la disposition de l'inspection des installations classées date de 2022.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Contenu du POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, Risques majeurs
Prescription contrôlée : DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021 a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ; b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ; c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ; d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ; e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ; f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ; g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;

h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;

i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.

j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.

Constats :

Pour rappel, l'objectif d'un POI est d'anticiper et d'organiser le comportement à adopter en fonction du scénario qui se produit. Il s'agit d'un plan d'action par anticipation, de manière à limiter les conséquences d'un incident majeur. Le document doit être opérationnel.

Chaque fonction du POI dispose ici de sa fiche réflexe. Toutefois l'inspection des installations classées note que le POI de 2022 reste très général. Les éléments d'aide à la décision doivent être inclus au POI. Par exemple, le directeur des opérations internes (DOI) doit-il faire procéder à une évacuation partielle ou totale ? De même, pour chacun des scénarios, il est opportun qu'une liste des actions attendues soit déterminée, pas à pas. Les actions doivent être suffisamment précises pour qu'on puisse déterminer si elles ont été réalisées ou non. Les moyens doivent être affectés à une action donnée.

L'inspection des installations classées a émis quelques remarques :

- Point c) Les équipements de sécurité et les ressources disponibles sont listés. Un plan d'implantation de ces équipements par zone serait pertinent.
- Point d) Le système d'alerte est décrit, ainsi que les 2 points de rassemblement. Toutefois, la conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte pour les personnes se trouvant sur le site doit être explicitée. En effet, lors d'un accident, les salariés vont devoir évacuer, certains devront réaliser au préalable une mise en sécurité sur certaines installations ou réaliser des mesures de première intervention, le cas échéant.
- Point h) Les mesures d'atténuation prises hors site sont absentes.
- Point i) Les produits de décomposition et les supports de prélèvement sont identifiés dans l'annexe 52-2 du POI. La pertinence des produits de décomposition retenus sera étudiée dans le cadre de l'instruction de l'étude de dangers.
- Point j) Les actions visant la remise en état et le nettoyage de l'environnement sont détaillées dans le chapitre 9 pour chacun des scénarii. L'inspection des installations classées incite l'exploitant à s'interroger également sur les conditions préalables à la remise en fonctionnement des installations.

Par ailleurs, le POI est à actualiser au regard de la remise en fonctionnement de la canalisation de transport n°4 avec une nature de produit différentes (EMAG - esther méthylique d'acides gras).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant s'est engagé à actualiser le POI au regard des observations émises. Le POI actualisé sera transmis à l'inspection des installations classées sous 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69 alinéas 3 et 4
Thème(s) : Risques accidentels, Risques majeurs
Prescription contrôlée : Le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. Dans le cas où le plan d'opération interne n'a pas fait l'objet d'un test dans les trois dernières années, un exercice est organisé au plus tard le 1 ^{er} septembre 2023. Les exercices font l'objet de compte-rendus qui sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Les compte-rendus des exercices suivants ont été présentés : <ul style="list-style-type: none">• 21 mai 2024 : exercice sur table relatif à une fuite de méthanol dans une rétention• 21 mai 2024 : exercice en situation réelle visant l'incendie du bâtiment 26 dédié au chargement des camions de tourteaux• 6 mai 2023 : exercice sur table relatif à un départ de feu sur un camion-citerne dépotant du fioul, avec une propagation au bâtiment 36 « local incendie »• 28 décembre 2022 : exercice relatif à une fuite de méthanol dans une rétention Dans chaque compte-rendu, le retour d'expérience a été intégré, avec les actions à mener et l'échéancier associé. Toutefois l'exploitant ne mentionne pas les personnes ayant occupé les différentes fonctions dans la réalisation du POI. Cette information permet pourtant de vérifier que toutes les personnes désignées pour occuper les fonctions clés ont pu gagner en expérience lors d'exercices.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant intégrera dans les prochains compte-rendus d'exercice le nom des personnes ayant occupé les différentes fonctions.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58
Thème(s) : Risques accidentels, Risques majeurs
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.
Constats : Les personnes pouvant occuper un poste clé du POI ont été formées le 4 mai 2022 (9 personnes), le 22 juin 2022 (10 personnes) ou le 5 octobre 2022. Le contenu de la formation vise la notion de crise, les enjeux associés, les indicateurs à prendre en compte pour déclencher le POI, la compréhension de l'organisation et l'appropriation des méthodes et des outils. Il a été vérifié que le directeur, la responsable HSE du site et la préventrice ont suivi cette formation. Leurs remplaçants ont été formés à l'automne 2023 : 9 personnes le 25/10/2023 et 7 autres salariés le 15/11/2023. Il s'agit des personnes d'astreinte mécanique et électrique, les responsables de quart et les responsables de postes. Une formation sur cette thématique est inscrite au plan de formation pour les personnes non formées à l'automne 2024. Les sous-traitants seront intégrés également à cette formation. Par ailleurs, l'ensemble des salariés est formé : <ul style="list-style-type: none">x à la fonction d'équipier de première intervention (dernière formation le 17 juin 2024) avec un recyclage tous les 3 ans,x à la manipulation des robinets d'incendie armés (RIA) dont 52 % ont été formées le 19 mars 2024.x aux risques chimiques tous les 3 ans,x au risque d'atmosphère explosive (ATEX) en fonction du poste occupé : sensibilisation pour tous, ATEX niveau 1 pour la maintenance, ATEX niveau 2 pour quelques personnes désignées.
Type de suites proposées : Sans suite

Partie III : PFAS

N° 15 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats : Aucune liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées n'est présente dans l'établissement. Les fiches de données de sécurité (FDS) ont été consultées pour le méthanol et l'antimousse, sans noter de composants pouvant expliquer la présence de telles substances. Interrogés sur l'origine potentielle de la présence de PFAS dans leurs rejets, l'exploitant indique supposer qu'elles seraient issues des déclenchements intempestifs du déluge protégeant les cuves de méthanol. L'exploitant envisage d'interroger le fournisseur d'émulseur pour obtenir la composition précise de leur produit car seuls les composants majoritaires sont indiqués dans la FDS.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit établir la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 16 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
Constats : Les analyses ont été réalisées au seul point de rejet en sortie d'usine, regroupant tous les rejets hormis le rejet des eaux de purge de chaudières (n°6) qui est ponctuel et non utilisé au moment des mesures. Tous les paramètres obligatoires ont fait l'objet d'analyses (20 PFAS + AOF). Les analyses ont été réalisées en novembre 2023, décembre 2023 et janvier 2024 ; soit avec 2 mois de retard pour ces installations classées 3410. Au moment de la parution de l'arrêté ministériel susvisé, le site ne relevait pas explicitement de la rubrique 3410 (voir constat n° 1) engendrant une difficulté d'identification de ces obligations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés
Prescription contrôlée : Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : L'exploitant a fait appel au laboratoire AQUANALYSE qui a sous-traité les analyses au laboratoire AGROLAB. Ces deux laboratoires sont agréés ; AGROLAB pour les analyses et AQUANALYSE pour le prélèvement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Exigences pour les prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement
Prescription contrôlée : Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.
Constats : Les prélèvements ont été réalisés sur une durée de 24 heures. L'exploitant a indiqué l'absence de ligne de production à l'arrêt, avec un fonctionnement habituel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : La situation administrative devant être actualisée, le cadre GIDAF dédié à cette déclaration n'avait pas été créé. Il a été généré à la suite de la visite. Toutefois, au préalable, l'exploitant avait transmis ces données par courriel du 21 juin 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra saisir ses résultats dans le cadre créé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification

Prescription contrôlée :

Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.

Constats :

Les bulletins d'analyses présentés par l'exploitant montrent des limites de quantification conformes pour les substances PFAS (<100 ng/l) et pour les AOF (<2 µg/L). L'inspection des installations classées note une incertitude relativement élevée au regard des mesures réalisées par le laboratoire d'analyse retenu.

Concernant les résultats d'analyse, les rapports montrent, pour les 3 mesures, la présence de :

	Novembre 2023		Décembre 2023		Janvier 2024	
Débit	400 m³/j		316,4 m³/j		227,2 m³/j	
	Concen- tration	Flux en g/j	Concen- tration	Flux en g/j	Concen- tration	Flux en g/j
AOF	9,9 µg/L	3,96	4,1 µg/L	1,3	5,4 µg/L	1,3
Acide perfluorobutanoïque (PFBA)	91 ng/L	0,036	180 ng/L	0,057	140 ng/L	0,032
Acide perfluoropentanoïque (PFPeA)	500 ng/L	0,2	940ng/L	0,297	670 ng/L	0,152
Acide perfluorohexanoïque (PFHxA)	320 ng/L	0,128	580 ng/L	0,183	440 ng/L	0,1
Acide perfluoroheptanoïque (PFHpA)	72 ng/L	0,288	190 ng/L	0,060	220 ng/L	0,050
Acide perfluorooctanoïque linéaires (LPFOA)	41 ng/L	0,016	70 ng/L	0,022	49 ng/L	0,011
Total PFAS	1 024 ng/L	0,410	1 960 ng/L	0,620	1 519 ng/L	0,345

Dans la mesure où il n'y a pas de valeur limite d'émission fixée pour les PFAS et au regard des flux obtenus qui restent inférieurs à 1 g/j pour les PFAS et inférieurs à 10 g/j pour les AOF, il convient de poursuivre les investigations afin d'identifier l'origine de cette présence.

Type de suites proposées : Sans suite